



François Fillon (ici à l'Assemblée nationale) et Nicolas Sarkozy recevant les dirigeants syndicaux à l'Élysée, le 13 décembre.

Photos AFP

Le Premier ministre a de nouveau expliqué, le 13 décembre, que l'association des syndicats à sa politique de contre-réformes était indispensable. Le PS répète que la « réduction des déficits » est incontournable et le PCF exclut toute « sortie de l'euro ». La prétendue Confédération européenne des syndicats demande à Bruxelles « d'ajuster son calendrier pour réduire les déficits de manière réaliste ». Mais les travailleurs ne veulent pas voir leurs droits remis en cause.

## Fillon aux préfets : "Il faut rechercher un dialogue social constructif"

### Les plus grands combats s'annoncent

La conférence pour l'unité ouvrière, organisée le 11 décembre à l'initiative du Parti ouvrier indépendant, a été un véritable appel d'air pour les 330 délégués de toutes tendances, venus de toute la France, qui y ont débattu. Ces militants, comme des milliers d'autres, ont combattu pendant des mois pour le retrait de la contre-réforme des retraites, pour que les travailleurs puissent l'imposer au gouvernement par la grève interprofessionnelle. Ils se sont heurtés aux dirigeants d'une « intersyndicale » nationale qui, jusqu'au bout, s'y est refusée, et qui, aujourd'hui, fait sienne « la nécessaire réduction des déficits » voulue par le gouvernement. Ces délégués (lire notre reportage pages 4 et 5, et l'appel adopté en page 3) en sont convaincus : dès aujourd'hui, les plus grands combats s'annoncent, et il s'agit, face à la prétention du gouvernement d'imposer un consensus et une unité nationale, de s'organiser afin d'aider les travailleurs à surmonter les obstacles politiques qui ont entravé leur action de classe ces dernières semaines.

Yan Legoff

Le gouvernement Sarkozy-Fillon n° 2 a à peine un mois d'existence. Après la rébellion des centristes, le Premier ministre lui-même est amené à désavouer, devant les préfets, le 13 décembre, les propos de son ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, qui s'était ému des peines de justice prononcées contre des policiers ayant falsifié des procès-verbaux. « Qui profite de cet affaiblissement de l'Etat ? », s'est emporté Fillon. C'est à se demander comment ce gouvernement, qui peut à peine tenir debout, peut avancer un programme de régression sociale sans précédent : remise en cause annoncée du monopole de la Sécurité sociale (par l'obligation de souscrire une assurance privée au-delà de 50 ans pour la « dépendance »), application de sa contre-réforme sur les retraites, réduction tous azimuts des dépenses publiques (100 milliards à trouver d'ici à 2013)... La réponse à cette énigme, on la trouve dans la suite de son discours aux préfets, que les médias ont passé sous silence. « Le dialogue social constructif que nous recherchons au niveau national doit aussi se décliner sur les territoires », a-t-il martelé, parlant de la « politique de l'emploi ». En clair : c'est, à nouveau, un appel à « l'unité de la nation », comme Fillon l'avait lancé à l'Assemblée nationale dans son discours de politique générale, le mois dernier. « Nous voulons doubler les jeunes en alternance », a-t-il rappelé, pointant notamment le rôle « des comités de coordination régionaux de l'emploi et de la formation professionnelle, qui associent les partenaires sociaux et les représentants régionaux ».

Son ministre du Travail, Xavier Bertrand, ne cesse de le répéter : « Je vais revoir les organisations syndicales et patronales avant la fin de l'année, des propositions doivent émerger pour le début 2011 », saluant « le souhait des partenaires sociaux (...) d'aller vite et d'aboutir d'ici à la fin du premier trimestre » (Le Journal du dimanche, daté du 4 décembre).

Doubler le nombre de jeunes en alternance, c'est en réalité vouloir plonger des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants supplémentaires sous le règne des petits boulots sous prétexte de « formation », alors qu'avec la « réforme des lycées », la privatisation et l'autonomie en marche des universités, les diplômes sont chaque jour davantage dévalorisés et dénationalisés. C'est, en un mot, casser la valeur de la force de travail, comme l'exigent le FMI et l'Union européenne dans tous les pays. Le même jour, 13 décembre, Sarkozy recevait les responsables de toutes les confédérations syndicales françaises et internationales à l'Élysée, leur promettant de placer « la dimension sociale de la mondialisation » au cœur de sa future présidence du G 20. Sarkozy a souhaité que le G 20 « se dote d'un véritable agenda social et (a) rappelé sa volonté de mettre l'accent sur l'emploi et la formation professionnelle »... Il a annoncé une réunion exceptionnelle des ministres de l'Emploi du G 20, dans cet objectif, au premier trimestre 2011.

Ce détour par l'international n'abuse personne : par tous les bouts, il faut coûte que coûte, pour le gouvernement, tenter de mettre en place ce consensus, cette « unité nationale » intégrant les organisations syndicales pour faire passer sa politique. François Chérèque (CFDT) et Bernard Thibault (CGT), avec les dirigeants de l'UNSA, de la FSU et de Solidaires, ont déjà accepté, dans une déclaration commune, le 29 novembre,



**"Je vais revoir les organisations syndicales et patronales avant la fin de l'année, des propositions doivent émerger pour le début 2011"**

Le ministre du Travail, Xavier Bertrand

ce qu'ils appellent « la nécessaire réduction des déficits ».

Du côté politique, le texte sur « l'égalité réelle » adopté par la direction du PS le 9 novembre se prononce déjà pour « la réduction des déficits et de l'endettement ». Bien sûr, le PCF, en paroles, ne va pas jusque-là. Mais son secrétaire national, Pierre Laurent, vient de se livrer à une défense déterminée de l'euro, création du traité de Maastricht, en déclarant, le 8 décembre : « La sortie de l'euro n'est pas une solution. Ce n'est pas la sortie de l'euro qui peut arranger les choses. » Ne pas sortir de l'euro, c'est accepter la réduction des déficits. Tous appuient la journée d'action appelée par la prétendue Confédération européenne des syndicats (CES), le 15 décembre, sous le mot d'ordre : « Non à l'austérité. »

Et parmi les exigences adressées par la CES à l'Union européenne : « Ajuster son calendrier pour réduire les déficits de manière réaliste » (tract de la CES).

En France, certaines organisations composant l'intersyndicale, qui préparent cette journée d'action du 15, proposent ce jour-là de faire des processions de Pères Noël ou encore d'organiser des soupes populaires !

Mais il y a les millions de travailleurs qui ne veulent pas voir remis en cause leurs droits. Il y a ces dizaines de milliers de cadres syndicaux qui veulent défendre leurs organisations pour défendre les droits ouvriers.

Il y a cette jeunesse qui veut un avenir. Le premier résultat de la conférence du 11 décembre est précisément, dans le combat contre les projets du gouvernement, la nécessité de surmonter tous les obstacles à l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour le retrait et l'abrogation des contre-réformes.

# Appel de la conférence pour l'unité ouvrière, réunie le 11 décembre 2010, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)

**N**ous, 330 délégués, venus de 55 départements, nous avons repris à notre compte la proposition faite par le Parti ouvrier indépendant. Nous nous sommes réunis ce 11 décembre en « Conférence nationale de délégués pour l'unité ouvrière pour arrêter le bras destructeur du gouvernement ».

Au moment où Fillon annonce, au nom du gouvernement français, un plan de contre-réformes digne des programmes d'austérité annoncés dans toute l'Europe ; au moment où la nécessité de dresser toutes les forces de la classe ouvrière et de la jeunesse face à cette politique s'impose, nous faisons le constat suivant :

- A plus de huit reprises, durant septembre et octobre, et par millions, les travailleurs de tout le pays se sont mis en grève et ont manifesté pour le retrait de la contre-réforme des retraites.
- Cette mobilisation d'une ampleur considérable a été au bord de faire basculer le pays dans une grève jusqu'au retrait. Si elle n'a pas abouti, c'est d'abord en raison du refus de la direction de l'intersyndicale — appuyée par tous les partis de gauche — de reprendre le mot d'ordre du retrait et d'appeler à la grève jusqu'au retrait.
- Si le gouvernement est parvenu à imposer sa contre-réforme, nous, travailleurs, militants et responsables syndicaux et jeunes, avons fait la démonstration de notre capacité de combat et de notre volonté de résistance et de mobilisation, nous refusons de renoncer.

**N**ous savons que la contre-réforme des retraites constitue le premier acte d'un plan de rigueur et de contre-réformes sans précédent que le gouvernement Sarkozy veut imposer au peuple au nom des déficits publics.

Nous affirmons : pas question d'accepter le chantage à l'inéluctable « nécessité » de la réduction des déficits publics au nom d'un prétendu intérêt général orchestré par le FMI et l'Union européenne. Pas question d'accepter les plans d'une violence inouïe qui frappent de plein fouet l'Irlande, le Portugal, la Grèce... et nous menacent tous.

Rien ne doit être sacrifié aux exigences du paiement de la dette, qui n'a qu'une origine : le renflouement des patrons, banquiers, capitalistes et spéculateurs, et qui n'ont qu'une fonction : garantir au capital financier des profits gigantesques, au prix d'une exploitation débridée des travailleurs, du démantèlement de tous les services publics, abandonnant des territoires entiers au chaos.

Nous refusons de nous plier à la « nécessaire réduction des déficits publics » prônée par le communiqué de l'intersyndicale du 29 novembre corres-

pondant aux souhaits du Premier ministre Fillon, qui représente le franchissement d'un pas dans la voie du « consensus » pour accompagner les contre-réformes et les plans de rigueur.

Nous affirmons : mettre le doigt dans l'engrenage d'un consensus sur la base de la « nécessaire réduction des déficits publics », qui commande le démantèlement immédiat de la Sécurité sociale, des hôpitaux, de tout le système scolaire, des services de l'Équipement... est un piège mortel pour la classe ouvrière et ses organisations.

**N**ous prenons l'engagement — partout, dans les villes, les départements, dans les secteurs professionnels — d'organiser la liaison politique permanente entre militants de toutes affiliations syndicales et politiques pour faire triompher l'unité pour dire : « Non au chantage de la dette, non au consensus pour la "nécessaire réduction des déficits publics", unité pour le rejet des contre-réformes et des plans de rigueur. »

Une unité qui ne peut se fonder que sur l'affirmation d'une indépendance totale à l'égard des diktats de l'Union européenne et du FMI. Cela exige l'indépendance des organisations de classe, ce qui suppose que soit abrogée la loi du 20 août 2008 de destruction des organisations syndicales. Nous affirmons : pas une conquête, pas un acquis, pas un droit ouvrier, pas un emploi ne peut et ne doit être sacrifié à la prétendue réduction des déficits publics. Il est hors de question de renoncer à l'exigence d'abrogation de la loi sur les retraites, dont les premiers décrets d'application viennent de tomber.

De grands combats sont devant nous. Nous décidons de nous organiser dans nos villes, nos quartiers, nos secteurs professionnels pour faire triompher, à chaque occasion qui nous sera donnée, l'unité pour la défense, la résistance et la reconquête de tous les droits sans la moindre concession au consensus

que l'Union européenne, le Fonds monétaire international et le gouvernement exigent des organisations qui se revendiquent de la classe ouvrière et de la démocratie.

**A** l'issue de notre discussion et de la lecture des mandats qui ont été portés à notre connaissance, nous décidons de constituer, à partir de la tribune de cette conférence, un « comité de liaison » chargé de poursuivre, de manière organisée, l'échange que nous avons commencé et de resserrer les liens entre nous.

Cette conférence à l'initiative du Parti ouvrier indépendant a rassemblé des militants ouvriers de toutes tendances politiques.



## La composition du « comité de liaison »

La conférence a désigné la tribune comme devant constituer un « comité de liaison ». Il est constitué de : Jean Markun, secrétaire national du Parti ouvrier indépendant ; Dominique Maillot (syndicaliste, Eure-et-Loir) ; Bruno Ricque, syndicaliste hospitalier (Seine-Maritime) ; Annick Robert, syndicaliste dans la métallurgie (Jura) ; François Fournier, ouvrier, syndicaliste (Somme) ; Frédéric Bouchard, éboueur, syndicaliste (Marseille).



Photos Informations ouvrières

## Motion pour la défense des syndicalistes de Guadeloupe et de Martinique

La conférence ouvrière réunie le 11 décembre 2010 a été saisie de cas très graves de répression antisyndicale : en Guadeloupe, où l'Etat et les patrons veulent casser le LKP et l'UGTG, notamment par le procès contre Charly Lendo ; en Martinique, où les patrons osent traîner Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGT Martinique, au tribunal le 15 décembre pour « incitation à la haine et au racisme » (...).

La conférence nationale de délégués du 11 décembre invite à la mobilisation unie du mouvement ouvrier et à la multiplication de prises de position pour faire cesser la répression antisyndicale.

Double des motions de soutien à : [usap.cgt@sap.aphp.fr](mailto:usap.cgt@sap.aphp.fr) (à l'intention de Rose May Rousseau)

## ÉDITORIAL

### Payer ou répudier ?

Daniel Gluckstein  
Secrétaire national du POI

**P**our aller jusqu'au bout de l'éclatement des administrations centrales de l'Etat, « un dialogue social approfondi avec les organisations syndicales (...) est une clé essentielle de réussite ». Ainsi s'exprime Fillon, ce 13 décembre, dans son discours aux préfets. Pour étendre les « contrats aidés » et généraliser « l'alternance » des jeunes — bref : aggraver précarité et surexploitation —, « le dialogue social constructif que nous recherchons au niveau national doit se décliner aussi sur les territoires ». Pour tourner directement l'orientation des jeunes vers les besoins des patrons, il faut « associer les partenaires sociaux et les représentants régionaux ».

Dans tous les domaines, le gouvernement n'a qu'une « clé de réussite » possible : le « dialogue social », qui prétend associer les syndicats à ses plans de misère, de chômage, de destruction et de régression sociale.

Fillon évoque la nécessité de « dépenses publiques mieux maîtrisées ». La bonne blague... Mieux maîtrisées par qui ? Cinquante milliards d'euros ont été versés par l'Etat en 2009 au titre des intérêts de la dette. Bénéficiaires : les grandes banques et institutions financières. Deuxième budget de l'Etat, en constante augmentation, ce service de la dette équivaut à un million et demi à deux millions d'emplois !

Le « dialogue social » a pour base que les « partenaires sociaux » ne disent mot du service de la dette et se plient à « la nécessaire réduction des déficits publics », comme l'a fait l'intersyndicale des cinq organisations le 29 novembre dernier. Le consensus n'est possible que si tous, majorité et opposition, patrons et syndicats ouvriers, acceptent de se ranger à cet impératif, au nom de l'« intérêt général ».

« La dette est un poison mortel qui tue les empires et provoque les révolutions », s'inquiétait, en mai dernier, Jean-Marc Vittori, éditorialiste au journal capitaliste *Les Echos* (1). Et de passer en revue les moyens de s'en sortir : rembourser la dette, la rééchelonner ou laisser filer l'inflation qui en diminue le montant. Remarquons que ces trois moyens reviennent à piller les ressources du peuple travailleur, démanteler ses acquis, aggraver les conditions d'exploitation. Cela dans un seul but : satisfaire la voracité des banquiers et des institutions internationales détenteurs de la dette, et les exigences des capitalistes.

Mais Vittori évoque une autre possibilité : « la solution Lénine : répudier la dette, comme le fit la Russie en 1917 ». On ne peut soupçonner l'éditorialiste des *Echos* d'être partisan de Lénine. L'alternative qu'il dessine n'en a que plus de poids. Car depuis que ces lignes ont été écrites, la dette n'a cessé de s'alourdir, la spéculation se déchaîne, les agences de notation menacent de faillite les Etats les uns après les autres, les plans de rigueur frappent en rafale tous les peuples d'Europe...

Alors, la dette : la payer ou la répudier ? Pour les travailleurs et leurs organisations, cela signifie :

— ou bien courber l'échine devant les diktats de la dette et — consensus et dialogue social obligent — mettre le doigt dans l'engrenage de toutes les contre-réformes qui en découlent ;

— ou bien refuser de la reconnaître et dresser, face à elle et contre elle, la légitimité de chacune des revendications ouvrières et la nécessaire indépendance de classe pour les faire prévaloir.

Samedi 11 décembre, les délégués à la conférence pour l'unité ouvrière se sont clairement prononcés pour le deuxième terme de cette alternative. La discussion s'engage à présent sur leurs conclusions.

(1) 17 mai 2010.

**11 DÉCEMBRE**  
**CONFÉRENCE NATIONALE**  
**POUR L'UNITÉ**  
**OUVRIÈRE**

## 330 délégués de toutes tendances, venus de 55 départements

Les délégués étaient des travailleurs, des responsables syndicaux membres de la CGT, de FO, de la FSU, des militants du POI, du PCF, salariés du privé et du public, tous engagés ces derniers mois dans la bataille pour le retrait de la loi sur les retraites, tous ayant combattu pour la grève générale, la plupart ayant fait qui cinq, qui douze, qui dix-sept jours de grève. Il y avait, par exemple, des cheminots des Pyrénées-Orientales et de l'Hérault, des postiers et télécommunicants de la Vienne, de l'Ille-et-Vilaine et de la Gironde, des hospitaliers du Gard, de l'Indre-et-Loire, de Paris, du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône, un agent de la RATP, des enseignants de Haute-Loire, du Rhône, des fonctionnaires territoriaux de Marseille, de Dijon et de la région parisienne, des salariés de la métallurgie, du transport routier, du bâtiment, du tertiaire, venus du Jura, des Alpes-Maritimes, de Moselle, de Paris, de Loire-Atlantique, du Puy-de-Dôme, de la Somme et de Haute-Normandie. Sont aussi intervenus un syndicaliste médecin de l'Isère, un maire adjoint, élu d'une commune du Val-de-Marne, des lycéens et étudiants du Doubs, de Seine-et-Marne, de Haute-Savoie, des Bouches-du-Rhône et deux membres de l'Entente européenne des travailleurs venus d'Allemagne et d'Espagne.

## Les décisions

— Adoption d'un appel pour l'abrogation de la loi sur les retraites, contre le consensus dans tous les domaines par lequel le gouvernement veut enchaîner les syndicats à la « réduction des déficits ».

— Multiplier les regroupements, recontacter tous ceux qui ont mandaté les délégués et organiser des comptes rendus de la conférence, afin d'élargir ce combat.

— Adoption d'une motion contre la répression syndicale en Guadeloupe et en Martinique.

— Constitution d'un « comité de liaison » chargé de poursuivre, de manière organisée, l'échange engagé et de resserrer les liens entre délégués.

## Remerciements

Ont participé à ce reportage : Samy Hayon, François Lefebvre, Michèle Simonnin, Nicole Fisher, Michèle Lepeuve, Jean Delarue et nos correspondants du Rhône et de Savoie, qui ont envoyé dès dimanche soir ou lundi matin leur copie. Marie Stagliano a assuré la rédaction finale à partir de leurs contributions. La rédaction d'Informations ouvrières les remercie tous.

# Une conférence résolument tournée vers "les grands combats qui sont devant nous" et les problèmes politiques que cela pose

330 délégués de toutes tendances, venus de toute la France, se sont réunis à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), le 11 décembre, à l'initiative du Parti ouvrier indépendant. Ils ont décidé de s'organiser pour aider les travailleurs à briser le consensus voulu par le gouvernement au nom de la « réduction des déficits ».

La conférence a été à l'image de ce qui s'est passé dans le pays, de ce puissant mouvement des travailleurs qui a vu les jeunes et les salariés de tous les secteurs soudés sur une même volonté de voir retirer la contre-réforme sur les retraites. Elle a, par la libre discussion et la libre appréciation de chacun des délégués, posé les problèmes politiques auxquels la classe ouvrière s'est trouvée confrontée et se trouve encore aujourd'hui confrontée pour arrêter le bras destructeur du gouvernement. Une conférence résolument tournée vers les « grands combats qui sont devant nous ».

Trois cent trente délégués ; quarante d'entre eux ont pris la parole, concentrant leurs propos en quelques minutes, retenant l'attention de tous, dans un débat riche, à la suite de l'introduction faite par Jean Markun, secrétaire national du POI. « Pour comprendre ce qui s'est passé durant le mouvement contre la réforme des retraites, il est indispensable de partir de la situation internationale », a-t-il indiqué d'emblée. En effet, au nom de la « réduction des déficits », on assiste dans tous les pays à une offensive de tous les gouvernements pour tenter d'intégrer les organisations se réclamant de la défense des travailleurs à la mise en œuvre des plans d'austérité.

« Nous ne voulons ni plan de rigueur ni contre-réformes ! Nous trouvons scandaleux l'engagement de l'intersyndicale du 29 novembre de se ranger sous le drapeau de la "nécessaire réduction des déficits publics", en réponse à l'appel lancé par Fillon à réaliser "l'union sacrée" ».

« Ce qui rassemble les militants présents, c'est la volonté commune de mener le combat contre ceux qui sont organisés pour réduire les déficits publics. Aucun consensus n'est tolérable ! Ce qui nous unit, c'est la volonté commune de poursuivre le combat pour surmonter les obstacles dressés par l'intersyndicale unitaire. Comment gagner l'unité ? Il nous revient d'en discuter ici. »

De nombreux délégués ont exprimé leur inquiétude devant cette position de l'intersyndicale et fait le lien avec le refus de celle-ci d'appeler à la grève interprofessionnelle jusqu'au retrait de la contre-réforme des retraites.

Dans le débat engagé, un militant du CHU de Tours a tenu à préciser : « Ce n'est pas la CGT qui a refusé d'appeler au retrait du projet de loi contre les retraites, ce sont les dirigeants qui ont refusé. Dans mon hôpital, il y a eu, dès juin, un appel unitaire intersyndical pour le retrait. Dans ma fédération CGT, on s'est battu et nous avons aidé à ce qu'elle prenne position pour le retrait. »

De nombreux délégués ont fait état des appels intersyndicaux communs pour le retrait ou l'abandon dans leur entreprise et leur secteur, et témoigné de la participation, parfois sans précédent, de leurs collègues à toutes les journées de grève, manifestations et initiatives.

Et des questions ont été posées : « Pourquoi les dirigeants de l'intersyndicale ont-ils refusé d'appeler au retrait ? »

— Pourquoi ont-ils "zappé" par deux fois les échéances du vote à l'Assemblée nationale ?  
— Pourquoi ont-ils laissé isolés des secteurs en grève ? »

« Aujourd'hui, les travailleurs doivent s'unir autrement, se battre autrement. Il fallait décider d'aller plus loin », souligne cette hospitalière de Paris. Elle est secrétaire générale de l'USAP-CGT, elle est là à titre personnel. Elle poursuit : « J'ai sur le cœur les raffineries et les éboueurs, qui ont été laissés tout seuls dans la grève ! On ressent de l'amertume, mais on n'est pas abattu. Il faut qu'on apprenne à gommer nos différences, car en face, ils sont soudés. » Un sentiment d'amertume qu'elle garde aussi à la suite de la bataille contre la loi Bachelot : « J'ai réclamé l'abrogation de la loi. Il va y avoir la réforme sur la dépendance... Il faudra l'unité ! »

Les intervenants se succèdent : aucun abatement, des interrogations et une farouche volonté de surmonter ce qui a manqué, pour affronter la période qui s'ouvre.

« Les salariés ont réussi à construire un rapport de force dans une situation consensuelle au départ. Cela ouvre des perspectives optimistes. Il faut continuer à le construire », dit un syndicaliste CGT parisien.

Un délégué de Poitiers, mandaté par vingt-cinq militants CGT, FO et SUD qui se sont regroupés pour préparer la conférence, en pleine mobilisation pour le retrait de la loi sur les retraites, explique : « Nous voulons délivrer un message de confiance à tous ceux qui ont livré bataille avec acharnement, qui se sont lancés dans la grève sans que jamais "l'intersyndicale" ne se soit prononcée pour le blocage de la loi. Ce gigantesque mouvement marque de son empreinte profonde. Même s'il n'y a pas victoire, la classe ouvrière n'a pas subi de défaite. Elle a montré qu'elle était capable de se rassembler. Mais qu'est-ce qui a manqué ? Quels ont été les obstacles ? »

Il rapporte l'indignation d'une militante de la CGT à propos de la journée du 15 décembre à l'appel de la CES (voir encadré page 5).

Il poursuit : « Pour comprendre, il faut la libre discussion. Le fait que des militants d'une même organisation aient pu discuter de ces problèmes, tisser des liens, qu'il y ait eu des intersyndicales pour gagner y compris sur les revendications locales... il n'y a pas de raison de ne pas continuer aujourd'hui. Quand ça va repartir, ce sera autant de chemin parcouru ! »

Un infirmier de l'hôpital Vinatier, de Lyon, mandaté par vingt-trois salariés et militants qui ont collecté cent huit euros pour financer les frais de délégation : « Je veux apporter un témoignage et une note d'espoir. Les dossiers ne sont pas clos ! »

Un délégué des Alpes-Maritimes signale que le journal de sa fédération syndicale qui lui est parvenu dans la semaine titre sur le rappel du combat pour le retrait et se prononce, aujourd'hui, contre la retraite par points.

Ce chauffeur de poids lourds, militant CGT, dit l'enfer qu'il a vécu quand la région parisienne a été bloquée par dix centimètres de neige : « Il faut trouver un moyen pour que cela n'arrive plus. Nous avons fait les cinq jours de grève, nous avons scandé : "Grève générale jusqu'au retrait !" Certains responsables sont venus nous voir pour nous dire que ce mot d'ordre n'était pas celui de la

CGT ! », a-t-il dit, indigné, avant d'ajouter : « Avec mes camarades, nous avons déploré le refus des dirigeants d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait total, mais en vous voyant ici, nombreux, je me sens revigoré ! »

La délégation de Saint-Nazaire représente des militants du POI, du PCF, du PS, des syndicalistes CGT et FO, et des élus. Ils relatent leur action contre la fermeture des chantiers navals : « Un sursis a été arraché, même si tout n'est pas réglé. Sur les retraites, FO et la CGT ont pris position pour le retrait. A la raffinerie de Donges, ils sont partis en grève reconductible. On était à deux doigts d'y arriver... »

Ce délégué du Gard, demandeur d'emploi non rémunéré, qui touche 500 euros par mois, ce qu'il veut raconter, c'est ce qui se passe, en ce moment, à Aramon, dans son département : « Il y a une mobilisation générale contre 43 licenciements sur les 126 salariés que compte l'usine Expansia. Dès qu'ils l'ont appris, les salariés se sont immédiatement mis en grève, avec piquets la nuit. Au lendemain du premier jour de grève, ils ont adressé

## Des délégués jeunes : "Salariés et jeunes, on a les mêmes intérêts"

« Comment réaliser l'unité de la jeunesse et des travailleurs, s'interroge un étudiant de la Sorbonne (Paris) membre de l'AJR. On a bien vu durant le mouvement des retraites qu'il y a eu une jonction entre les jeunes et les salariés. Et le gouvernement a eu peur de ça. Pourquoi cette jonction ? Parce qu'on dit aux travailleurs de travailler trois, quatre, cinq ans de plus, alors que les jeunes, eux, sont au chômage ou font des petits boulots. Et pour ceux qui font des études pour devenir enseignants, on supprime les IUFM et toute formation. Dans ma fac, la Sorbonne, on a supprimé la bibliothèque et maintenant on a des cours dans des salles de cinéma ou dans des hôpitaux ! Nous n'acceptons pas le chantage de la dette. Les étudiants s'organisent contre toutes ces attaques. Ils veulent le retour à la formation traditionnelle ! Cela suffit ! La jeunesse veut un avenir ! »

Un étudiant à l'IUFM de Lyon : « Sur les retraites, on s'est battu pour faire adopter le mot d'ordre de retrait. Tous les étudiants étaient d'accord.

Le consensus sur la réforme des retraites s'étend maintenant sur la "réduction des déficits" dans toute l'Europe. 500 000 postes supprimés en Grande-Bretagne, c'est du même ordre en Irlande. Et en France ? Dans l'académie de Lyon, il n'y a plus que 115 postes de professeurs des écoles au concours 2011. Il y en avait 500 il y a 15 ans ! Combien l'an prochain ?

L'AJR a envoyé un message aux étudiants anglais qui manifestent en masse contre la hausse des droits d'inscription à la fac. Salariés et jeunes, il faut s'unir pour poursuivre ce combat, on a les mêmes intérêts. »



Photo Informations ouvrières

une lettre au président de la République. Tous vont être concernés. Le "plan social" doit être retiré et tous les emplois maintenus. On leur a dit que l'usine est en déficit depuis 2006, date du déremboursement du veinotonique fabriqué par Expansia. Une manifestation a eu lieu dans l'unité, la lettre au président a été signée par les 126 salariés et à l'usine Sanofi d'à côté. » Pour lui, une conclusion s'impose : « La classe ouvrière n'est pas abattue, on le voit bien ! »

Et il y a ce que relatent ces deux délégués de Marseille, responsable syndical des communaux et responsable des territoriaux : « Nous, FO communaux, on est allé voir le responsable CGT du port autonome de Marseille, où les salariés ont fait trente-quatre jours de grève. Nous avons discuté ensemble ; si cette liaison avait été faite avant, on y serait peut-être arrivé... »

« Quand il a fallu arrêter, nous n'étions pas comme en 2003, où les camarades ont pleuré. Notre combativité n'est pas éteinte. Le premier combat gagné ensemble, c'est que nous avons résisté et nous avons empêché que le calendrier prévu soit mis en place. Le mot d'ordre de retrait s'est imposé partout. Cette résistance, c'est notre fait ! »

Un médecin, délégué de l'Isère, illustre la brutalité de la loi HPST (loi Bachelot) pour conclure : « On est entré en résistance ; si on est tous unis, médecins, infirmières, ouvriers, travailleurs, on arrivera à faire reculer ce gouvernement, au moment où 20 % des Français renoncent à se faire soigner, faute de moyens. »

Pour un délégué, militant du PCF en Seine-Saint-Denis, tout se résume en deux mots : « Unité et résistance. Unité, car seuls, on ne peut rien, mais l'unité ce n'est pas simple. Les dirigeants politiques et syndicaux français n'ont pas été à la hauteur. Il ne suffit pas d'être à la tête des manifestations ! Ils se revendiquent "partenaires sociaux". Les salariés sont en droit d'attendre autre chose de leurs dirigeants ! La lutte doit continuer, nous avons trop à perdre. Pensons à nos enfants et petits-enfants ! »

Pour cette déléguée du Jura, mandatée par quarante-cinq métallos, il faut « poursuivre nos réunions, nos échanges maintenant pour l'abrogation de la loi sur les retraites, car une nouvelle vague d'attaques se prépare et on va droit à de nouveaux affrontements, c'est inéluctable. Au point le plus fort de la grève, dans le Jura, l'unité d'action pour le retrait a pu être réalisée entre les fédérations de la métallurgie FO, CGT et CFDT. Il y a eu à la base des assemblées générales, les revendications ont été établies. L'attitude des salariés, dit-elle, n'aurait pas été la même si Thibault et Chèrèque avaient appelé à la grève générale. On n'était pas loin d'y arriver ! Il faut poursuivre ce combat, on n'a pas gagné sur la revendication, mais on a gagné gros, car on a réalisé l'unité à la base. Les quatre manifestations, les métallos, on les a faites avec tous les syndicats unis pour le retrait. Ça pèsera pour le mouvement à venir. »

## Hans-Werner Schuster : "En Allemagne, on nous a appelés à des actions dispersées"



Membre de la commission ouvrière nationale du SPD et de la direction nationale du syndicat Ver.di

« Les directions de nos syndicats français et allemands se sont rencontrées le 23 novembre à Paris. Que disent-elles dans leur déclaration ? "Le dialogue social doit devenir l'instrument central de développement de règles communes dans l'économie et le social." Et elles ajoutent qu'elles placent de "grands espoirs" dans la "présidence du G 20" par la France, attendant d'elle des "bienfaits sociaux".

Dans cette déclaration, il n'y a pas un mot sur les revendications des travailleurs, qui exigent en masse le retrait des lois qui détruisent les systèmes de retraite dans nos pays (...).

Ceux qui se prononcent pour un tel "dialogue social" (...) ne partent pas des revendications indépendantes des travailleurs, et, pourtant, c'est le mandat qui a été donné à ces directions syndicales (...).

En Allemagne (...), on nous a appelés à des actions dispersées. Pendant ce temps-là, le gouvernement Merkel a fait passer au Parlement le paquet d'austérité de 80 milliards sur notre dos et d'autres mesures destructrices dans le domaine de la santé, la retraite à 67 ans... Tout cela a été accompagné par la direction du SPD, qui est pourtant dans l'opposition. Cette direction a proposé quelques corrections, dans le cadre d'un "dialogue constructif" et d'un "pacte de raison" pour la réduction des dépenses de l'Etat (...).

## José Luis Sanchez : "L'armée envoyée contre la grève des contrôleurs aériens avec l'appui des directions syndicales"



Travailleur du métro de Madrid, membre de la commission exécutive de sa section syndicale (Commissions ouvrières)

« Le 3 décembre, le gouvernement Zapatero a décrété "l'état d'alarme" pour casser la grève des contrôleurs aériens, avec le recours de l'armée (...). Le recours à un tel décret d'exception n'était pas intervenu depuis septembre 1975, sous Franco (...).

Mais ce qui est encore plus grave, c'est l'attitude des directions des Commissions ouvrières et de l'UGT dans ce conflit.

Elles ont faussement considéré que la grève des contrôleurs aériens est un conflit de privilégiés (...).

Le 29 septembre, a eu lieu, enfin, dans mon pays, une grève générale qui avait été retardée depuis plusieurs mois, puisque la "réforme" du travail présentée par le gouvernement date du mois de mai. Qu'on fait ensuite les dirigeants syndicaux, alors que la grève a été un succès ? Ils ont accepté le "dialogue social", en disant qu'ils avaient besoin d'accords. Ils renoncent à exiger l'abrogation de la "réforme" du travail qui a été imposée. Et, j'insiste, ils appuient l'état d'alarme décrété par le gouvernement. C'est cela, le "dialogue social" ! Mais la volonté de millions de travailleurs, de syndicalistes et de jeunes, qui ont fait massivement grève le 29 septembre, c'est l'abrogation de la "réforme" du travail et en finir avec les plans d'ajustement (...).

## Le 15 décembre, à Poitiers, "l'intersyndicale" appelle... à des "soupes populaires" !

Un délégué postier de la Vienne rapporte les propos d'une militante CGT, qui crie son angoisse et sa colère : « On va en arriver où, si ça continue, aux soupes populaires ? Les jeunes font des études, mais ils sont au chômage ! Je suis furieuse quand je vois que les dirigeants appellent à des actions les jours de congé ! »

« A Poitiers, le 15 décembre, l'intersyndicale appelle à une soupe populaire, nous apprend-il. Quoi d'étonnant quand on sait qu'ils se prononcent pour "la nécessaire réduction des déficits publics" ? La réduction des déficits publics, ça mène aux soupes populaires... Alors, ils les organisent eux-mêmes ! »

### Ce qu'ils en ont pensé

#### "Nous pouvons construire une force"

Sortant de la conférence, des délégués ont donné, à chaud, leur point de vue.

— « J'ai apprécié toutes les interventions, mais je suis particulièrement contente de la présence de lycéens, de jeunes.

— Cette conférence ouvre une perspective. Si tous, nous avons fait le constat du blocage organisé par Chèrèque et Thibault, nous pouvons construire une force pour surmonter les obstacles. Nous allons faire le compte rendu auprès des collègues du lycée, mais je suis pour le faire aussi en interprofessionnel, comme l'a proposé un délégué.

— Ce qui m'a frappé, c'est ce qu'ont dit les délégués de Marseille : avec la grève, ils ont établi des liens politiques entre eux par-delà leurs différences, liens qu'ils n'avaient pas avant. C'est une aide pour la suite.

— On avait besoin de cet échange, de s'expliquer sur ce qu'on a vécu. J'ai culpabilisé de n'avoir pas réussi à mettre les copains en grève. On n'a pas gagné, mais on n'a pas vécu cela comme une défaite (...). Je voulais aussi, dans mon intervention, parler de la loi sur la représentativité. Le gouvernement veut contrôler financièrement nos syndicats, nous transformer en partenaires sociaux cogestionnaires qui ne revendiquent plus (...). Les interventions qui m'ont intéressé sont celles qui sont tournées sur l'avenir. »